

No. 14067

**FRANCE
and
REPUBLIC OF KOREA**

Convention on the encouragement and protection of French investments in the Republic of Korea (with exchanges of letters). Signed at Paris on 22 January 1975

Authentic texts of the Convention: French and Korean.

Authentic text of the exchanges of letters: French.

Registered by France on 3 June 1975.

**FRANCE
et
RÉPUBLIQUE DE CORÉE**

Convention sur l'encouragement et la protection des investissements français en République de Corée (avec échanges de lettres). Signée à Paris le 22 janvier 1975.

Textes authentiques de la Convention : français et coréen.

Texte authentique des échanges de lettres : français.

Enregistré par la France le 3 juin 1975.

CONVENTION¹ ENTRE LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE ET LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DE CORÉE SUR L'ENCOURAGEMENT ET LA PROTECTION DES INVESTISSEMENTS FRANÇAIS EN RÉPUBLIQUE DE CORÉE

Le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Corée, désireux de permettre au Gouvernement de la République française de garantir les investissements de ses ressortissants en Corée sans attendre l'entrée en vigueur de l'accord réciproque et soumis à approbation parlementaire que les deux Parties ont décidé de négocier, sont convenus des dispositions suivantes :

Article 1er. Le Gouvernement de la République française, après un examen cas par cas de chaque projet d'investissement à effectuer dans le territoire de la République de Corée par des ressortissants français, personnes physiques ou morales, pourra accorder sa garantie sous la forme d'un contrat d'assurance conclu avec l'investisseur français intéressé, après la délivrance d'un document d'agrément de cet investissement français par le Gouvernement de la République de Corée.

Article 2. Sans préjudice des dispositions des articles 3, 4 et 5, le document d'agrément visé à l'article 1^{er} du présent Accord mentionnera les termes et conditions qui régiront chaque investissement dans le territoire de la République de Corée et devra préciser particulièrement le droit de l'investisseur français intéressé à recourir au Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements (C.I.R.D.I.) si, en cas de litige intervenant entre l'investisseur français et le Gouvernement de la République de Corée, un accord amiable n'a pu intervenir dans un délai de trois mois.

Article 3. Le Gouvernement de la République de Corée accordera aux investissements français un traitement juste et équitable en ce qui concerne tant l'exercice des activités professionnelles liées à ces investissements que la direction, l'administration, la jouissance et l'utilisation de ces mêmes investissements.

Article 4. Les ressortissants français, personnes physiques ou morales, bénéficieront pour lesdits investissements dans le territoire de la République de Corée d'un traitement aussi favorable, notamment dans le domaine de la sécurité, de la protection et de la fiscalité que celui qui est ou sera accordé par le Gouvernement de la République de Corée à ses nationaux ou aux ressortissants de la nation la plus favorisée.

Article 5. 1. Le Gouvernement de la République de Corée ne prendra pas de mesure d'expropriation ou de nationalisation ou toute autre mesure dont l'effet serait de déposséder, directement ou indirectement, des ressortissants français, personnes physiques ou morales, de leurs investissements dans le territoire de la République de Corée, sauf pour cause d'utilité publique, de manière non discriminatoire et contre le règlement effectif d'une indemnisation adéquate.

2. Cette indemnisation représentera la valeur commerciale des actifs concernés au jour de l'expropriation, de la nationalisation ou de la dépossession, et devra, sans délai indu, être effectivement versée et librement transférable.

¹ Entrée en vigueur le 22 janvier 1975 par la signature, conformément à l'article 7.

3. Une provision financière sera constituée de la manière appropriée avant ou au moment de l'expropriation, de la nationalisation ou de la dépossession pour le règlement de cette indemnité.

Article 6. Tous différends entre les Parties contractantes relatifs à l'interprétation ou à l'application de la présente Convention qui n'auraient pas été réglés dans les trois mois par la voie diplomatique pourront être soumis à la requête de l'une ou l'autre des Parties à un tribunal arbitral qui sera constitué de la manière suivante :

Chacune des Parties contractantes désignera un arbitre dans un délai d'un mois à partir de la date de réception de la demande d'arbitrage. Les deux arbitres, ainsi nommés, choisiront, dans le délai de deux mois après la notification de la Partie qui a désigné son arbitre la dernière, un troisième arbitre ressortissant d'un Etat tiers.

Dans le cas où l'une des Parties contractantes n'aurait pas désigné d'arbitre dans le délai fixé, l'autre Partie pourra demander au Secrétaire général des Nations Unies de le désigner; il en sera de même, à la diligence de l'une ou l'autre Partie, à défaut d'entente sur le choix du tiers arbitre par les deux arbitres.

Les Parties contractantes pourront s'entendre à l'avance pour désigner, pour une période de cinq ans renouvelable, la personnalité qui remplira, en cas de litige, les fonctions de troisième arbitre. La décision du tribunal arbitral sera définitive et exécutoire de plein droit.

Le tribunal arbitral fixera lui-même ses règles de procédure.

Article 7. La présente Convention entrera en vigueur le jour de sa signature et prendra fin le jour de l'entrée en vigueur de la convention réciproque que les deux Gouvernements ont décidé de négocier ou, au plus tard, dans un délai maximum de trois ans.

Article 8. Lorsque la présente Convention prendra fin, ses dispositions continueront à s'appliquer aux investissements effectués pendant la durée de sa validité.

FAIT à Paris, le 22 janvier 1975, en deux exemplaires originaux, en langues française et coréenne, les deux textes faisant également foi.

Pour le Gouvernement de la République française :

[Signé]
CLAUDE CHAYET

Pour le Gouvernement de la République de Corée :

[Signé]
SUK HEUN YUN

[KOREAN TEXT — TEXTE CORÉEN]

불란서 공화국 정부와 대한민국 정부 간의

대한민국에 있어서의 불란서 투자의 촉진 및 보호에 관한

협정

불란서 공화국 정부와 대한민국 정부는,

양당사국이 조성하기로 합의하고 의회의 동의를 위하여 제출된 상무

협정의 호의발신 이전에 불란서 공화국 정부가 한국에 있어서의 불란서 국민의

투자를 보장할 수 있도록 열망하여,

다음 규정과 같이 합의하였다:

제 1 조.

불란서 공화국 정부는, 자연인 또는 법인이든 대한민국의 영토내에서
불란서 국민에 의하여 행해지는 모든 투자사업을 각 경우마다 검토한 후 대한민국
정부에 의하여 불란서 투자에 관한 합의문서가 인도됨에 이어서 관계 불란서
투자가와 체결되는 보험계약의 협약 등 정부의 보증을 부여한다.

제 2 조

제 3조, 4조, 5조의 규정을 침해함이 없이, 본 협정의 제 1조에서 언급한 합의 문서는 대한민국 영토내에서 행해지는 모든 투자를 통제하는 조건을 규정하며 특히 불란서 투자가와 대한민국 정부간에 발생하는 법적 분쟁의 경우 우호적 해결이 3개월내에 이루 어지지 않는다면 관계 불란서 투자가가 투자에 관한 분쟁 해결을 위한 국제센터에 제소할 권리를 명기할 수 있다.

제 3 조

대한민국 정부는 역사한 투자와 관련된 전문적 활동의 수령·분반 아니파 등 투자의 운영, 관리, 소유, 사용에 관하여 불란서 투자에 정당하고 공정한 대우를 부여한다.

제 4 조

불란서 국민은 자연인 또는 법인이든, 대한민국의 영토내에서 행한 전기 투자에 대하여 대한민국 정부가 자국민에게 또는 최혜국 국민에게 부여하는 또는 부여할 것과 동일한 주로 안전, 보호 및 조세 분야의 유익한 대우를 할우한다.

제 5 조

1. 대한민국 정부는 징발 또는 국유화 조치를 취하지 아니하고 그리고 자연인 또는 법인이든 불란서 국민으로부터 직접 또는 간접으로 대한민국 영토내에서 행해진 불란서 투자를 박탈하는 여하한 조치를 취하지 않는다. 다만 공익을 위하여 비자별적 방법으로 충분한 배상에 관한 유효한 지침에 위반함이 없을 때는 제외한다.

2. 동 배상금은 징발, 국유화, 소유권 박탈이전 및 훼손 등에 관하여 손해를 입은 당사국의

가치에 상당한 것 이어야 하며 지체없이 효과적으로 지불되고 자유로이 이전될 수 있어야 한다.

3. 재정상 준비금은 징발, 국유화, 소유권 박탈이전 또는 당시에 동 배상액의 지불을 위하여 적절한 방법으로 마련되어야 한다.

제 6 조

통상 외교 조약을 통하여 3개월 후 까지 해결되지 않는 본 협정의 해석 또는 적용에 관한 경우 당사국 간의 모든 본장은 일방 당사국의 요청에 따라 다음과 같이 구성된 중재 재판소에 회부된다:

각 당사국은 중재 재판 요청 접수일자부터 1개월내에 1명의 중재 재판관을 지명한다. 위와같이 임명된 양측 중재 재판관은 나중에 중재 재판관을 임명한 당사국의 통고 2개월내에 제3국의 국민인 제3의 중재 재판관을 선출한다.

당사국의 일방이 지정된 기간내에 중재 재판관을 지명하지 못할 경우,

타방당사국은 유엔사무총장에게 동 중재관을 지명해 주도록 요청할 수 있다: 2명의 중재관에 의한 제3의 중재관의 선출에 관하여 합의가 없는 경우, 어느 일방의 제소에 의한 경우에도 상기와 동일한다.

당사국들은 법적 분쟁의 경우 간신할 수 있는 5년의 임기로 제3중재관의 임무를 수행할 수 있는 인물을 사전에 임명하는데 동의할 수 있다.

중재 재판소의 판결은 확정적인 것이며 이의 없이 집행된다. 중재 재판소는 그 자신의 절차 규칙을 제정한다.

제 7 조

본 협정은 서명일자에 발효한다. 본 협정은 최대 3년기한으로 체결된
것이며 양 정부가 고심하기로 수락한 상호협정의 효력을 발생시 종료한다.

제 8 조

본 협정이 종료할 경우 본 협정의 규정은 동 규정에 따르고 동 유호
기간중 시행된 투자에 계속 적용된다.

1975 . 1 . 22 .

파리에서 모두

동등히 정본인 불란서어, 한국어 2부로 작성하였다.

불란서 공화국 정부를 위하여

Pau-Chay

대한민국 정부를 위하여

윤석현

ÉCHANGE DE LETTRES

la

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Paris, le 22 janvier 1975

Monsieur l'Ambassadeur,

J'ai l'honneur de vous faire connaître que le document d'agrément visé à l'article 1^{er} de l'Accord de ce jour entre la République française et la République de Corée pour l'encouragement et la protection des investissements français en Corée devra comporter au minimum, en matière de transferts, les dispositions suivantes :

1. Le Gouvernement de la République de Corée assure le droit au libre transfert :
 - des profits nets, intérêts, dividendes, redevances, amortissements du capital et de tous autres revenus produits par les investissements de ressortissants français;
 - du produit de la cession ou de la liquidation totale ou partielle de tout investissement réalisé par les ressortissants français, en incluant les plus-values ou augmentations du capital investi;
 - d'une quotité appropriée des revenus des ressortissants français autorisés à travailler dans le territoire de la République de Corée;
 - des remboursements des prêts reconnus comme investissements;
 - de l'indemnisation pour dépossession précisée à l'article 5 de l'Accord ci-dessus mentionné.
2. Les transferts visés ci-dessus seront effectués au cours de change officiel applicable à la date du transfert sans aucune discrimination de taux pour cette catégorie d'opérations.
3. Toute autorisation de transfert sera délivrée, et tout transfert sera effectué sans restriction indue et sans délai, conformément aux règlements les plus favorables en vigueur dans le territoire de la République de Corée.

Je vous serais très obligé de bien vouloir me faire part de l'accord de votre Gouvernement sur les propositions qui précèdent.

Veuillez agréer, Monsieur l'Ambassadeur, les assurances de ma haute considération.

CLAUDE CHAYET

A Son Excellence Monsieur Suk Heun Yun
Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire
de la République de Corée
Paris

IIa

AMBASSADE DE CORÉE EN FRANCE

Paris, le 22 janvier 1975

Monsieur le Ministre,

Par lettre en date de ce jour, vous avez bien voulu me faire savoir ce qui suit :

[*Voir lettre Ia*]

J'ai l'honneur de vous faire savoir que les propositions qui précèdent recueillent l'agrément de mon Gouvernement.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération.

[*Signé*]
SUK HEUN YUN

A Monsieur Chayet
Ministre plénipotentiaire
Directeur des Conventions administratives et des affaires consulaires
Ministère des Affaires étrangères
Paris

lb

AMBASSADE DE CORÉE EN FRANCE

Paris, le 22 janvier 1975

Monsieur le Ministre,

Je me réfère aux négociations qui ont abouti à la conclusion de l'Accord en date de ce jour.

J'ai eu l'honneur de vous préciser que le Gouvernement coréen a accepté de négocier l'Accord signé en date de ce jour afin de permettre au Gouvernement français d'accorder dans les meilleurs délais sa garantie aux investissements effectués par ses ressortissants dans la République de Corée.

Toutefois, je vous confirme que le Gouvernement coréen souhaite conclure avec la France une convention en forme réciproque pour la protection tant des investissements coréens en France que français en Corée.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir me confirmer que votre Gouvernement est disposé à ouvrir, dans un avenir rapproché, avec la République de Corée, une négociation en vue de la conclusion d'une telle convention.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération.

[*Signé*]
SUK HEUN YUN

A Monsieur Claude Chayet
Ministre plénipotentiaire
Directeur des Conventions administratives et des Affaires consulaires
Ministère des Affaires étrangères
Paris

IIb

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Paris, le 22 janvier 1975

Monsieur l'Ambassadeur,

Par lettre en date de ce jour, vous avez bien voulu me faire savoir ce qui suit :

[*Voir lettre Ib*]

J'ai l'honneur de vous confirmer l'acceptation de mon Gouvernement de négocier avec la République de Corée un accord de protection des investissements en une forme réciproque.

Une date pour l'ouverture de cette négociation sera proposée dans les meilleurs délais à votre Gouvernement par la voie diplomatique.

Veuillez agréer, Monsieur l'Ambassadeur, les assurances de ma haute considération.

CLAUDE CHAYET

A Son Excellence Monsieur Suk Heun Yun
Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire
de la République de Corée
Paris

[TRANSLATION — TRADUCTION]

CONVENTION¹ BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE FRENCH REPUBLIC AND THE GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF KOREA ON THE ENCOURAGEMENT AND PROTECTION OF FRENCH INVESTMENTS IN THE REPUBLIC OF KOREA

The Government of the French Republic and the Government of the Republic of Korea desiring to enable the Government of the French Republic to guarantee the investments of its nationals in Korea without awaiting the entry into force of the reciprocal agreement subject to parliamentary approval which the two Parties have decided to negotiate, have agreed as follows:

Article 1. The Government of the French Republic may, after a case-by-case examination of each investment project to be implemented in the territory of the Republic of Korea by French nationals, whether individuals or bodies corporate, issue its guarantee in the form of an insurance contract concluded with the French investor concerned, after a document approving this French investment has been issued by the Government of the Republic of Korea.

Article 2. Without prejudice to the provisions of articles 3, 4 and 5, the document of approval referred to in article 1 of this Agreement shall mention the terms and conditions of each investment in the territory of the Republic of Korea and shall mention in particular the right of the French investor concerned to have recourse to the International Centre for Settlement of Investment Disputes (ICSID) if, in the event of a dispute between the French investor and the Government of the Republic of Korea, an amicable settlement has not been reached within three months.

Article 3. The Government of the Republic of Korea shall accord French investments fair and equitable treatment as regards the exercise of professional activities linked to these investments and the management, administration, possession and utilization of those investments.

Article 4. French nationals, whether individuals or bodies corporate, shall in the territory of the Republic of Korea enjoy treatment as favourable, especially as regards security, protection and taxation, as that which is now or may in future be accorded by the Government of the Republic of Korea to its nationals or to nationals of the most favoured nation.

Article 5. 1. The Government of the Republic of Korea shall not take any expropriation or nationalization measure or any other measure which would have the effect of directly or indirectly dispossessing French nationals, whether individuals or bodies corporate, of their investments in the territory of the Republic of Korea, except for reasons of public utility, in a non-discriminatory manner, and against effective payment of appropriate compensation.

2. This compensation shall represent the commercial value of the assets concerned on the day of the expropriation, nationalization or dispossession and should, without undue delay, be effectively paid and freely transferable.

¹ Came into force on 22 January 1975 by signature, in accordance with article 7.

3. Financial provision shall be made in an appropriate manner prior to or at the time of the expropriation, nationalization or dispossession for the payment of such compensation.

Article 6. All disputes between the Contracting Parties regarding the interpretation or implementation of this Convention which have not been settled within three months through the diplomatic channel may be submitted, at the request of either of the Parties, to an arbitral tribunal, to be established as follows:

Each Contracting Party shall designate an arbitrator within one month of the date of receipt of the request for arbitration. The two arbitrators so designated shall choose, within two months after the notification of the last Party to designate its arbitrator, a third arbitrator who shall be a national of a third State.

If one of the Contracting Parties has not designated an arbitrator within the established time-limit, the other Party may request the Secretary-General of the United Nations to designate him; either Party may make a similar request if the two arbitrators cannot agree on the choice of the third arbitrator.

The Contracting Parties may agree in advance to designate, for a renewable period of five years, the person who will act as third arbitrator if a dispute arises. The decision of the arbitral tribunal shall be final and enforceable *ipso jure*.

The arbitral tribunal shall establish its own rules of procedure.

Article 7. This Convention shall enter into force on the day it is signed and shall terminate on the day of the entry into force of the reciprocal convention which the two Governments have decided to negotiate, or within a maximum period of three years at the latest.

Article 8. When this Convention terminates, its provisions shall continue to apply to the investments made during the period of its validity.

DONE at Paris, on 22 January 1975, in two original copies, in the French and Korean languages, both texts being equally authentic.

For the Government of the French Republic:

[*Signed*]

CLAUDE CHAYET

For the Government of the Republic of Korea:

[*Signed*]

SUK HEUN YUN

EXCHANGE OF LETTERS

*Ia*FRENCH REPUBLIC
MINISTRY OF FOREIGN AFFAIRS

Paris, 22 January 1975

Sir,

I have the honour to inform you that the document of approval mentioned in article 1 of the Agreement of today's date between the French Republic and the Republic of Korea for the encouragement and protection of French investments in Korea should contain as a minimum the following provisions regarding transfers:

1. The Government of the Republic of Korea shall assure the right to transfer freely:
 - net profits, interest, dividends, royalties, capital amortizations and all other income yielded by the investments of French nationals;
 - the proceeds of the total or partial cession or liquidation of any investment made by French nationals, including the appreciation or increase of the capital invested;
 - an appropriate proportion of the income of French nationals permitted to work in the territory of the Republic of Korea;
 - repayments of loans recognized as investments;
 - compensation for dispossession in accordance with article 5 of the aforementioned Agreement.
2. The aforementioned transfers shall be made at the official rate of exchange applicable on the date of the transfer without any discrimination as regards the rate for this category of operation.
3. All transfer permits shall be issued and all transfers shall be made without undue restriction and without delay, in accordance with the most favourable rules in force in the territory of the Republic of Korea.

I should be very obliged if you would inform me of your Government's agreement to the preceding proposals.

Accept, Sir, etc.

CLAUDE CHAYET

His Excellency Mr. Suk Heun Yun
Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary
of the Republic of Korea
Paris

IIa

EMBASSY OF KOREA IN FRANCE

Paris, 22 January 1975

Sir,

By a letter of today's date you were kind enough to inform me as follows:

[See letter Ia]

Vol. 971, I-14067

I have the honour to inform you that the preceding proposals are acceptable to my Government.

Accept, Sir, etc.

[*Signed*]

SUK HEUN YUN

Mr. Chayet
Minister Plenipotentiary
Director of Administrative Conventions and Consular Affairs
Ministry of Foreign Affairs
Paris

Ib

EMBASSY OF KOREA IN FRANCE

Paris, 22 January 1975

Sir,

I wish to refer to the negotiations which led to the conclusion of the Agreement of today's date.

I had the honour to inform you that the Korean Government agreed to negotiate the Agreement signed today in order to enable the French Government to issue its guarantee as soon as possible to investments made by its nationals in the Republic of Korea.

However, I confirm that the Korean Government wishes to conclude with France a reciprocal convention for the protection of both Korean investments in France and French investments in Korea.

I should be grateful if you would confirm that your Government is prepared to open negotiations with the Republic of Korea in the near future with a view to the conclusion of such a convention.

Accept, Sir, etc.

[*Signed*]

SUK HEUN YUN

Mr. Claude Chayet
Minister Plenipotentiary
Director of Administrative Conventions and Consular Affairs
Ministry of Foreign Affairs
Paris

IIb**FRENCH REPUBLIC
MINISTRY OF FOREIGN AFFAIRS**

Paris, 22 January 1975

Sir,

By a letter of today's date you were kind enough to inform me as follows:

[See letter Ib]

I have the honour to confirm that my Government agrees to negotiate with the Republic of Korea a reciprocal agreement for the protection of investments.

A date for the commencement of these negotiations will be proposed to your Government as soon as possible through the diplomatic channel.

Accept, Sir, etc.

CLAUDE CHAYET

His Excellency Mr. Suk Heun Yun
Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary
of the Republic of Korea
Paris
